

Thouret

FR. 4¹ 32591-2

h^{er} aug^{er}

Cosc

TRC

25732

CAHIER
DES DOLEANCES,
REMONSTRANCES
ET INSTRUCTIONS

*DE l'Assemblée du Tiers-Etat du
ressort de la Jurisdiction ordinaire
du Bailliage de Rouen.*

AVRIL 1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY

CHARTRE
DES DOCTRINES
ET INSTRUCTIONS
RELIGIEUSES

De l'Église de France
pour l'éducation des
enfants de la Nation.

AVRIL 1789.



C A H I E R
DES DOLEANCES
REMONTRANCES
ET INSTRUCTIONS

*DE l'Assemblée du Tiers-Etat du
ressort de la Jurisdiction ordinaire
du Bailliage de Rouen.*

L'ASSEMBLÉE du Tiers-Etat
des Ville , Bourgs , Paroisses &
Communautés du ressort de la Ju-
risdiction ordinaire du Bailliage de
Rouen , formée en exécution des
Lettres de convocation des Etats-
Généraux , données à Versailles le
24 Janvier dernier , devant M. le

(4)

Lieutenant-Général du Bailliage de cette Ville , pour procéder à la réduction en un seul de tous leurs cahiers particuliers de doléances , plaintes & remontrances , pour être ledit cahier de réduction porté à l'Assemblée des Trois-Etats du Bailliage principal de Rouen , par le quart des députés présents en cetteditte Assemblée , qui sera élu à cet effet , a arrêté le présent cahier contenant les demandes , avis & instructions qu'elle desire être présentés & proposés à l'Assemblée générale des Etats de la Nation , ainsi qu'il suit :

CONSTITUTION NATIONALE.

L'ASSEMBLÉE convaincue que la principale source des erreurs & des abus de l'administration est dans le défaut d'une loi fondamentale qui ait fixé d'une manière précise &

(5)

authentique les effets de la constitution nationale , & les limites respectives des différents pouvoirs , desire qu'il soit statué solennellement aux prochains Etats :

ARTICLE PREMIER.

QUE la France est une monarchie héréditaire de mâle en mâle , suivant l'ordre de la primogéniture ; que dans le Roi seul , comme chef de la nation , réside le pouvoir de gouverner suivant les loix ; & que la puissance législative appartient à la nation assemblée en Etats-Généraux , conjointement avec le Roi.

ART. II.

QUE la liberté personnelle est inviolable ; qu'aucun citoyen n'en peut être privé que conformément à la loi , & par le jugement des tribunaux ordinaires.

ART. III.

QUE la liberté de communiquer

(6)

sa pensée faisant partie de la liberté personnelle , il est permis à tout citoyen de faire imprimer sans censure ni gêne , sous les réserves & modifications qui pourront être faites par les Etats-Généraux.

A R T. I V.

QUE la liberté de la correspondance épistolaire faisant également partie de la liberté personnelle , le secret des lettres confiées à la poste est inviolable ; & les moyens les plus efficaces seront employés pour empêcher qu'il n'y soit porté atteinte.

A R T. V.

QUE la propriété de chaque citoyen est inviolable ; & qu'aucun n'en peut être privé que pour la seule raison de l'intérêt public , & en le dédommageant préalablement sur le pied de la vraie valeur.

(7)

A R T. V I.

QU'A la nation seule assemblée en Etats-Généraux , appartient le droit d'accorder ou de proroger les impôts , & d'autoriser les emprunts & créations d'offices avec attribution d'émoluments sur le public.

A R T. V I I.

QUE tout impôt étant une charge du droit de cité commun entre tous les citoyens , doit être également supporté par tous sans distinction d'ordres ni d'état , à proportion des biens & facultés.

A R T. V I I I.

QUE les monnoies ne peuvent être changées ni dans le titre , ni autrement , qu'avec le consentement des Etats-Généraux.

A R T. I X.

QUE les Ministres sont responsables à la nation , dans les cas d'attentat à la liberté personnelle ,

(8)

de violation de la propriété, & de prévarication soit envers l'Etat, soit dans l'emploi des fonds qui leur auront été confiés.

A R T. X.

QUE le retour périodique des Etats-Généraux, est le droit de la nation, & doit être à l'avenir le régime permanent de l'administration du royaume.

A R T. X I

QU'A chacune des sessions des Etats-Généraux, il sera traité de toutes les matières relatives à la quotité, à la nature & à la perception des subsides, à la législation & à l'administration générale du royaume.

A R T. X I I.

QUE les membres des Etats-Généraux & ceux des Assemblées graduées qui les préparent, seront déclarés personnes inviolables ; &

(9)

que dans aucun cas & par quelque voie que ce soit , ils ne pourront être poursuivis ni tenus de répondre sur ce qu'ils auront dit ou fait aux Etats-Généraux ou aux Assemblées préparatoires , si ce n'est aux Etats-Généraux eux-mêmes.

ART. XIII.

QUE dans toutes les provinces il sera établi des Etats-Provinceaux, dont la forme & le pouvoir seront déterminés par les Etats-Généraux, & qui seront chargés de pourvoir en chaque district , aux divers besoins particuliers , qui ne pourront pas entrer dans le travail des Etats-Généraux.

ART. XIV.

QUE le pouvoir judiciaire , sauve-garde de la liberté & des propriétés , soit maintenu dans toute son activité ; qu'aucune évocation illégale , aucun établissement de

commissions extraordinaires , aucun acte du pouvoir arbitraire , ne puissent suspendre ni détourner le cours de la Justice réglée ; que les Arrêts de surséance , les sauf-conduits & l'abus des lieux privilégiés qui soustraient les mauvais débiteurs à la poursuite de leurs créanciers & à l'autorité des jugements , soient anéantis.

A R T. X V.

AFIN d'établir imperturbablement la constitution nationale sur ces bases essentielles , les Etats-Généraux demanderont que les articles ci-dessus soient sanctionnés par une loi dont les Députés attendront la promulgation avant d'arrêter définitivement aucun nouvel objet de délibération.

CONSTITUTION des Etats-Généraux.

LE desir de l'Assemblée est qu'à

(11)

la prochaine session des Etats-Généraux , on s'occupe de régler définitivement tout ce qui peut intéresser pour l'avenir la formation , tant de l'Assemblée des Etats , que des Assemblées graduelles qui les précèdent ; pourquoi elle a arrêté , par suite des articles précédents :

A R T. X V I.

QUE les prochains Etats-Généraux déclareront qu'à eux seuls appartient de régler la forme de leurs convocations futures , celle de leur composition & la discipline intérieure de leur Assemblée.

A R T. X V I I.

Qu'ILS statueront ensuite , que la nation se trouvant réunie en Assemblée d'Etats , est par cela seul réintégrée dans l'exercice de ses droits ; & le premier acte qu'ils feront de cet exercice , sera de révoquer tous les impôts actuels éta-

blis ou prorogés sans le consentement & l'octroi de la nation, & au même instant d'en accorder & consentir la continuation pour la durée seulement de leur session, & jusqu'à ce qu'ils aient pourvu à leur remplacement.

A R T. X V I I I.

QUE les prochains Etats-Généraux arrêteront une formule qui sera employée à l'avenir dans tous les actes, soit de législation, soit relatifs à la finance, pour constater & rappeler sans cesse que chaque loi aura été établie, & chaque impôt créé du vœu ou par le consentement libre de la nation.

A R T. X I X.

QUE les prochains Etats-Généraux fixeront le retour de leurs Assemblées futures & successives, de cinq ans en cinq ans, en différant cependant jusqu'à la fin de leur

session prochaine à déterminer celle de leur première réunion , qui pourra être plus rapprochée , si la situation dans laquelle ils laisseront les affaires leur paroît l'exiger.

A R T. X X.

Qu'ILS arrêteront la forme des convocations futures , tant pour les paroisses , bourgs & villes , que pour les Assemblées des Bailliages , par le concours des citoyens de toutes les classes ; de manière qu'il n'intervienne plus d'actes ni réglemens du pouvoir exécutif , qui gênent à cet égard la liberté nationale.

A R T. X X I.

Qu'ILS détermineront la composition future des Etats-Généraux , tant pour la proportion des députés entre les ordres , que pour la forme de discuter les matières , de compter les voix & de former les

arrêtés ; le vœu de la présente Assemblée étant cependant qu'on opine par tête & non par ordre.

A R T. XXII.

Qu'ils statueront qu'aucun des députés ne pourra accepter ni place, ni pension de la Cour, avant le terme de six ans, sans le consentement des Etats- Provinciaux, à peine de déchéance du droit de cité.

A R T. XXIII.

Qu'il ne sera établi sous aucun prétexte, ni à quelque titre que ce soit, aucune Commission Intermédiaire des Etats-Généraux.

A R T. XXIV.

AFIN d'établir imperturbablement la constitution future des Etats-Généraux, telle qu'elle aura été réglée par l'Assemblée prochaine, les députés demanderont encore que les arrêtés qui auront été pris sur cet objet, soient sanctionnés

par une loi promulguée avant qu'il soit procédé à aucune délibération ultérieure.

ETATS-PROVINCIAUX.

L'ASSEMBLÉE considère l'établissement des Etats particuliers de chaque province comme le complément nécessaire de la constitution nationale ; & sous ce rapport, elle est convaincue qu'il est préférable que toutes les provinces se réunissent pour en obtenir, soit la création, soit le rétablissement par le vœu & le concours des Etats-Généraux, dont ils deviendront une émanation directe, que de les devoir à de simples concessions particulières qui ne les uniroient ni entr'eux par un lien commun, ni au régime national par un principe constitutionnel.

L'Assemblée desire par cette raison :

A R T. X X V.

QUE les prochains Etats-Généraux statuent que les Etats - Provinciaux seront créés ou rétablis dans tout le royaume , & que le plan de leur composition , & l'étendue des pouvoirs qui leur seront confiés , soient fixés d'une manière uniforme ; sauf les modifications que les circonstances locales pourront exiger.

A R T. X X V I.

QU'IL soit cependant arrêté que la proportion entre les trois ordres y sera la même que dans les Etats de la province du Dauphiné , & qu'on y opinera non par ordre , mais par tête , & les ordres réunis.

A R T. X X V I I.

QUE les Etats-Provinciaux soient composés de membres librement élus dans les provinces , chargés de

de répartir les impôts , de les percevoir , & faire verser directement au trésor royal par les préposés qu'ils auront choisis , & qu'ils réunissent indistinctement tous les détails de l'administration intérieure en chaque territoire.

A R T. X X V I I I.

QUE les Etats - Provinciaux ne puissent contrevenir à aucun des arrêtés des Etats-Généraux, en troubler ni suspendre l'exécution par l'exercice des fonctions qui leur seront confiées ; mais qu'ils soient chargés au contraire d'en maintenir exactement l'effet , & de dénoncer aux Etats-Généraux subséquents les infractions qui pourroient y être faites par quelque partie que ce soit du pouvoir exécutif.

A R T. X X I X.

QUE les Députés de ce Bailliage fassent valoir spécialement & dans

route leur force les droits particuliers de la Normandie au rétablissement de ses Etats ; rétablissement fondé sur sa constitution primitive, sur ses chartes conservatrices , & sur les promesses récentes de Sa Majesté ; rétablissement qui doit avoir lieu pour elle , indépendamment de ce qui pourroit être décidé pour les autres provinces qui n'ont jamais eu d'Etats.

A R T. X X X.

QUE les Députés de ce Bailliage demandent que , vu l'impossibilité de fixer la séance des États particuliers au milieu de la province dans un lieu qui y soit convenable , leurs assemblées seront tenues en cette ville , centre du plus grand mouvement des affaires & des intérêts les plus importants de la province.

A R T. X X X I.

QUE dans la composition de nos

Etats particuliers, il soit pris les mesures convenables pour les mettre en état de pourvoir efficacement à tous les besoins de la province, eu égard à sa division en trois Généralités, à l'étendue de son territoire, à sa nombreuse population, à la variété des intérêts, & à la multiplicité des objets d'administration locale qui en résultent.

A R T. X X X I I.

QUE dans l'établissement de nos Etats particuliers, les Assemblées de département en chaque district, & les Assemblées municipales des paroisses soient conservées.

A R T. X X X I I I.

QU'IL soit déclaré par les Députés qu'en consentant de s'adjoindre pour le rétablissement & la composition des Etats de la province au régime commun qui sera adopté par les Etats-Généraux, l'Assemblée actuelle

n'a d'autre intention que celle de lier les intérêts de la province à ceux du reste du royaume , & de faciliter la régénération générale par l'uniformité des principes & du gouvernement ; mais qu'elle réserve tous les droits particuliers de la province dans le cas où , par quelque raison que ce soit , les Etats-Généraux se trouveroient hors d'état de remplir les vues importantes qui la déterminent :

L É G I S L A T I O N .

LES bornes d'un Cahier d'instructions ne permettant pas de traiter en détail tous les objets qui tiennent à cette matière importante , l'Assemblée se réduit aux points principaux qui suivent.

A R T. XXXIV.

QUE les Députés demanderont aux prochains Etats-Généraux la

confirmation de la Charte Normande , & le maintien des privilèges qu'elle assure à la province.

A R T. X X X V.

QU'IL sera statué que les loix provoquées ou consenties par la nation en États-Généraux , n'ont besoin que du concours de la volonté nationale , & de l'autorité royale , pour être valables & obligatoires dans tout le royaume.

A R T. X X X V I.

QUE ces loix seront envoyées avant la dissolution de chaque Assemblée d'Etats , aux Parlements & Cours souveraines , pour y être enregistrées purement & simplement , sans modification ni restriction , & sans que l'exécution en puisse être retardée sous aucun prétexte ; sauf les représentations que les Parlements & autres Cours

pourront ensuite adresser aux Etats-Généraux.

ART. XXXVII.

QUE pendant l'intervalle d'une tenue d'Etats à l'autre , il ne puisse être fait ni publié aucune loi , soit locale , soit provisoire , tendante à interpréter ou modifier les loix nationales , provoquées ou consenties par les Etats-Généraux ; sauf à proposer à la prochaine Assemblée des Etats les changements qui paroîtroient nécessaires.

ART. XXXVIII.

QU'IL soit pourvu par les prochains Etats à ce que les loix de police ou de simple administration, dont le besoin est journalier , puissent être faites , publiées & rendues exécutoires d'une manière compatible avec les principes de la constitution qui aura été établie par la prochaine Assemblée natio-

nale ; ces Loix n'auront qu'une exécution provisoire , & devront être référées aux Etats-Généraux subséquents , pour y être examinées & sanctionnées définitivement.

A R T. X X X I X.

LES Loix relatives aux coutumes , droits & usages particuliers de chaque province , qu'il seroit nécessaire de rendre dans l'intervalle d'une tenue d'Etats à l'autre , ne pourront être publiées & exécutées , si elles n'ont été provoquées par les Etats-Provinceaux, ou si elles ne leur ont été préalablement communiquées ; & elles devront de même être référées aux Etats-Généraux subséquents , pour y être définitivement sanctionnées.

A R T. X L.

QU'IL soit statué que chaque

Cour souveraine aura le dépôt particulier des loix relatives aux objets de sa compétence ; que toutes les loix qui seront publiées en chaque province seront adressées aussi aux Etats-Provinceaux , pour qu'il soit formé dans leurs archives un dépôt général de toutes les loix publiées dans la province , & pour qu'elles soient notifiées par les Etats-Provinceaux aux Assemblées de département & aux Municipalités ; & que toutes les loix , sans exception, qui seront publiées en quelque partie que ce soit du royaume , seront remises & conservées aux archives des Etats-Généraux , qui deviendront par là le dépôt universel de la législation nationale.

A R T. X L I.

QU'IL soit procédé à la réforme des loix civiles & des formes judiciaires , de maniere à simplifier

les procédures , à en abrégér les lenteurs , à en diminuer les frais , à faciliter & accélérer la reddition des jugemens , & qu'il ne puisse être cité , soit en plaidant , soit en écrivant , aucun autre Arrêt que ceux qui font Règlement.

A R T. X L I I.

Qu'IL soit procédé aussi à la réforme du code pénal & de la procédure criminelle ; de manière que l'instruction soit publique , que les accusés puissent être défendus , qu'aucun Juge ne puisse seul faire l'instruction ni prononcer seul un décret de prise-de-corps contre les domiciliés ; que la confiscation des biens & la question soient abolies ; que les peines soient mieux proportionnées à la nature des crimes ; & que la sépulture soit donnée aux corps des suppliciés pour délivrer la nation de l'aspect révoltant des gibets.

ART. XLIII.

QUE les loix pénales frappent également tous les coupables, sans distinction de rang ni de naissance; en sorte que la différence d'état & de condition ne soit plus un motif de différence dans le genre de peine, & que le crime étant personnel, la peine n'influe pas sur l'honneur de la famille, & n'en exclue aucun membre de parvenir à toutes les places & emplois.

ART. XLIV.

QUE les prochains Etats avisent aux moyens de supprimer la venalité des offices de magistrature, de maniere que les Cours souveraines soient régénérées successivement à mesure de la vacance des offices par des sujets élus & présentés au Roi par les Etats- Provinciaux, dans la même proportion entre les trois Ordres, que celle

qui sera établie pour la formation des Etats-Provinceaux.

ART. XLV.

QUE les Etats avisent encore aux moyens de supprimer les tribunaux inutiles , sur-tout dans la classe des tribunaux d'exception , ou du moins d'en réduire le nombre.

ART. XLVI.

QUE dans toutes les contestations entre proches parents , soit pour partages de successions , liquidations de légitimes des sœurs , des droits & remports des veuves , comptes de tutelles & curatelles , les parties soient tenues , avant de procéder en justice , de nommer des arbitres , parents ou autres qu'ils voudront choisir , qui rendront une décision motivée.

ART. XLVII.

QUE dans toutes les paroisses de campagne , les Assemblées

municipales soient érigées en tribunaux de paix pour concilier ou décider sommairement & sans frais toutes les contestations légères qui consistent en fait pour dommages de bestiaux , bornages , troubles possessoires , querelles & injures verbales , salaires de domestiques & gens de travail au-dessous de cent livres , livraisons & fournitures , aussi au-dessous de cent livres ; qu'elles puissent à cet effet faire citer devant elles par leur Greffier celle des parties qui refuseroit de comparoître ; & dans le cas où elles auroient dressé un procès-verbal , soit de la visite des lieux , soit de l'audition des témoins , que ce procès-verbal demeure piece probante en Justice réglée dans le cas où une des parties voudroit s'y pourvoir après leur décision.

A R T. XLVIII.

QUE tous les Juges Royaux puissent décider sans appel les causes civiles , dont l'objet n'excédera pas deux cent livres , en jugeant au nombre de trois , & en laissant aux parties la liberté de se défendre en personne , sans ministère de procureur ou d'avocat ; qu'il soit avisé , s'il y a lieu , d'augmenter la compétence Présidiale & celle des Juges-Consuls ; & que dans tout le Royaume les Juges-Consuls connoissent exclusivement des faillites & des affaires civiles qui en résultent.

A R T. XLIX.

Qu'IL soit établi en chaque province une Chambre souveraine pour juger , sans frais , les affaires du commerce , par appel de tous les jugemens rendus consulairement & en matiere consulaire , la-

quelle sera composée d'un tiers de Légistes & de deux tiers de Commerçants qui seront élus & renouvelés tous les ans , par tiers , au scrutin , par le concours de diverses Corporations commerçantes , & avec une pleine liberté des suffrages.

A R T. L.

Qu'IL soit pourvu par un régime nouveau , à ce que la Police soit plus active & plus efficace , & qu'on distingue la Police administrative chargée de la sûreté , de la salubrité & des approvisionnements , de la Police contentieuse qui tient au droit de Jurisdiction.

A R T. L I.

QUE toutes les perceptions fiscales qui se levent sur les actes & expéditions judiciaires , & qui contribuent si fort à mettre la Justice au-dessus des facultés du plus grand

nombre des justiciables , soient abolies , ou du moins réduites en grande partie ; & que les nouveaux offices de Priseurs-Vendeurs soient supprimés.

ART. LII.

QUE les droits attribués aux Contrôleurs & Receveurs des consignations , & aux Commissaires aux faïfies réelles , soient diminués, en considération de la faculté dont ils jouissent de faire valoir à leur profit les capitaux consignés dans leurs caiffes.

ART. LIII.

QUE , conformément à la demande du Tiers-Etat du Comté-Pairie d'Eu , l'ancien ressort de l'Echiquier de Normandie sur ce Comté , soit restitué au Parlement de Rouen , pour juger l'appel des sentences rendues par le Bailli d'Eu , entre les vassaux & tenanciers

seulement ; sans préjudice des droits de la Pairie & des privilèges personnels du Pair , qui continuera d'avoir ses causes commises au Parlement de Paris.

ART. LIV.

Qu'IL soit pris en considération par les Etats-Généraux , s'il n'est pas expédient de révoquer l'Edit de Juin 1771 , qui a établi la conservation des hypothèques sur les ventes volontaires des immeubles , ou du moins d'en perfectionner les dispositions.

FINANCES.

L'ASSEMBLÉE recommande aux Députés d'apporter tous leurs soins pour concilier le soulagement & la tranquillité des contribuables , avec ce qu'exigent les besoins réels & vérifiés de l'Etat , la dignité du Trône & le maintien de la foi publique.

blique. Elle arrêre en conséquence :

ART. L V.

QU'ils ne s'occuperont de l'octroi des subfides , qu'après que le Règlement de la constitution aura été préalablement délibéré , accordé & sanctionné.

ART. L V I.

QUE cependant , dès le commencement de la tenue des Etats , il foit établi quatre comités préparatoires ; l'un pour l'examen de tous les objets de recette ; l'autre pour ceux de dépense ; le troisieme pour la reconnoiffance de la dette ; le quatrieme pour la méditation la plus réfléchie de la nature des impôts à créer ou à continuer , & du genre de perception le plus fimple & le moins onéreux à établir.

ART. L V I I.

QUE la vérification des besoins & de la dette publique , fera faite

par l'examen détaillé de chaque espèce de besoin & de dette , afin de connoître sur chaque objet la source des abus , & d'y appliquer le remède pour l'avenir , en même temps que le secours présent.

ART. LVIII.

QUE tous les impôts , sans distinction , tant les anciens qui pourroient être conservés , que ceux qui seroient à établir nouvellement , prennent leur origine dans la concession libre des prochains Etats ; en sorte qu'aucun , sans exception , ne soit perçu à l'avenir en vertu d'une création ancienne , mais seulement sur le titre nouveau qui résultera de l'octroi des Etats.

ART. LIX.

QUE dans cet octroi nouveau , il soit expressément énoncé , comme clause irritante , à l'égard de tous les impôts sans exception : *Qu'ils*

ne sont accordés que pour la durée seulement de l'intervalle à courir jusqu'au retour des Etats dont l'époque sera fixée ; après laquelle ils cesseront tous de plein droit , si les Etats-Généraux n'étoient pas rassemblés pour les renouveler ; & les préposés qui en continueroient la perception , seroient punis comme concussionnaires.

ART. LX.

Qu'aucun impôt ne soit conservé ni nouvellement accordé, si ce n'est en argent , & non en nature ni quotité de fruits , & s'il n'est de nature à être levé & réparti également entre tous les citoyens , sans distinction d'ordres ni de rang , ni d'état ; & que la condition de cette contribution égale & proportionnelle , soit de même exprimée , comme clause irritante du nouvel octroi , par les Députés du Tiers-Etat.

ART. LXI.

QUE dans le nombre des impôts à continuer ne seront point compris spécialement ,

1^o. Le jeu immoral & indécent de la loterie ;

2^o. La gabelle , si vexatoire & si désastreuse , mais déjà jugée ;

3^o. Le droit de franc-fief , qui nuit à la vente des propriétés , & celui de centième denier ou prêt annuel sur les offices ;

4^o. Les droits excessifs & arbitraires de contrôle , centième denier & infinuations , dont on écartera toute perception fiscale , en les réduisant à une taxe fixe & uniforme , qui suffira pour les frais de service ;

5^o. Le droit de marque sur les cuirs , qui désole les tanneries , & qui a ruiné cette branche de fabrication autrefois si florissante ;

6°. Les droits excessifs sur les papiers , cartes & cartons , qui oppriment les papeteries , l'imprimerie & le commerce des Cartiers ;

7°. Le Vingtième d'industrie , taxe arbitraire , & dont les inconvénients ne sont pas compensés par le produit ;

8°. *Le trop bu* , inquisition odieuse , *le quatrième sur la vente des boissons en détail* , vexation sur le pauvre , & le droit de Gros.

A R T. L X I I.

Qu'il soit même avisé par les prochains Etats - Généraux aux moyens de supprimer dès cet instant la totalité des impôts , dont la perception est en ferme & en régie , & qui nécessitent cette foule coûteuse d'Employés qui gênent de toutes parts la liberté publique ; pour n'établir que deux genres de

subsidés ; l'un *territorial* , qui seroit réparti sur toutes les propriétés , tant utiles que d'agrément ; l'autre *capital* , qui seroit réparti à raison des facultés mobilières.

A R T. L X I I I.

QUE dans ce cas tous les octrois de ville , d'hôpitaux & du commerce , soient en même temps supprimés , & remplacés par une addition à l'impôt capital dans les villes ; & qu'il soit permis de rembourser les droits locaux aliénés , tels que le droit de *Vicomté* à Rouen , & notamment le droit additionnel de *Contrôle* & *Parisis*.

A R T. L X I V.

QUE les impôts à octroyer soient encore distingués en deux classes bien déterminées par leur dénomination ; savoir , en *subsidés ordinaires* , affectés à l'acquit des dépenses fixes , annuelles & perma-

nentes , dans lesquelles seroient comprises les rentes perpétuelles ; & en *subventions extraordinaires & à temps* , affectées à l'extinction des dettes remboursables à époques fixes , & au paiement des rentes viagères.

A R T. L X V.

Qu'IL soit pris en considération par les Etats-Généraux , s'il ne seroit pas possible , tant par l'aliénation des domaines, que par la contribution patriotique d'une somme une fois payée , & par le partage de l'acquittement des rentes viagères entre les provinces, de libérer dès à présent le trésor royal ; afin que l'impôt envers l'Etat se trouvant réduit à la somme de ses besoins fixes & ordinaires, & l'Etat n'ayant plus à pourvoir qu'à cette espèce de dépense , il s'établît à l'instant même un ordre clair , simple , indestructible , qui

(40)

feroit la sauve-garde la plus assurée contre le renouvellement du désordre.

A R T. L X V I.

Qu'IL soit arrêté par les Etats-Généraux qu'il sera fait recherche & vérification des échanges & engagements du domaine de la couronne, pour révoquer & annuler ceux où il se trouvera une lésion notable.

A R T. L X V I I.

Qu'IL soit statué par les Etats que dans le cas d'une guerre qui surviendrait inopinément dans l'intervalle d'une tenue d'Etats à l'autre, la masse des impôts octroyés pour le service ordinaire sera augmentée d'un ou plusieurs sols pour livre, sous la dénomination de *Crue de Guerre*, pour faire face aux intérêts d'un emprunt que cette cir-

(41)

constance rendroit très-pressant pour la défense de l'Etat.

A R T. L X V I I I.

Qu'IL soit arrêté que le compte de la recette & de la dépense publique , & celui des graces & pensions , indicatif des motifs qui les auront fait accorder , seront rendus publics tous les ans par la voie de l'impression.

O B J E T S R E L A T I F S A U C L E R G É .

A R T. L X I X.

QUE le Clergé soit soumis aux mêmes impôts & au même régime de perception que les deux autres Ordres , n'y ayant aucune raison de le distinguer des autres citoyens en tout ce qui concerne les avantages & les charges du droit de cité.

A R T. L X X.

QUE les Evêques , Abbés &

Prieurs commendataires soient tenus de résider dans leurs diocèses ou au lieu de leurs bénéfices , & d'y avoir leur établissement permanent , sans qu'il leur soit permis d'avoir un hôtel ni de tenir maison dans aucune autre ville.

A R T. L X X I.

QUE la pluralité des bénéfices soit défendue , même pour les bénéfices simples.

A R T. L X X I I.

QUE les Etats-Généraux s'occupent des moyens par lesquels il seroit possible d'abolir les droits d'annate , de dispenses , de provisions bénéficiales , & autres qui se paient à la Cour de Rome , & de rendre aux Prélats du royaume le plein exercice de la juridiction épiscopale dans la pureté de son institution,

ART. LXXIII.

QUE les Ecclésiastiques pourvus de bénéfices simples sans fonctions ecclésiastiques assujettissantes , soient tenus cependant de résider dans le diocèse , soit de leur domicile , soit de la situation de leur bénéfice , pour s'y livrer à des occupations relatives à leur état.

ART. LXIV.

QUE les dispositions de l'Edit du mois de Mars 1766 , relatives aux monastères qui ne sont pas composés du nombre de religieux fixé par cet Edit , soient exécutées ; & qu'en y ajoutant , il soit ordonné sur la demande des Etats-Généraux , que ces monastères seront incessamment supprimés ou réunis.

ART. LXXV.

QUE l'âge nécessaire pour être admis à faire des vœux en religion , soit fixé à trente ans pour

(44)

les hommes, & à vingt-cinq ans pour les filles.

ART. LXXVI.

QUE pour éviter la multiplicité des procès, dont le droit de dixme est l'occasion, les principes de sa perception soient fixés par un Règlement clair & précis, de manière à alléger le lourd fardeau dont la dixme surcharge l'agriculture; sauf à pourvoir, par une répartition moins inégale des biens ecclésiastiques, à ce que tous les Curés jouissent d'un revenu proportionné à la dignité, à l'utilité, & aux charges de leur état.

*OBJETS RELATIFS A L'ORDRE
DE LA NOBLESSE,*

ART. LXXVII.

QU'AUCUNE charge vénale ne puisse conférer à l'avenir, ni la noblesse héréditaire, ni même les pri-

vileges personnels de la noblesse ;
& que les offices de magistrature
qui seront affectés au Tiers-Etat
ne puissent donner que les privile-
ges honorifiques personnels seule-
ment.

A R T. L X X V I I I.

QUE l'annoblissement ne puisse
être accordé à l'avenir que par
lettres du Prince , pour de longs-
& utiles services rendus à l'état ,
reconnus & constatés par le suffrage
des Etats Provinciaux ; & l'on pourra
compter pour services de cette es-
pece l'exercice d'une place de ma-
gistrature , fait avec une distinc-
tion marquée pendant vingt ans.

A R T. L X X I X.

QU'IL soit statué par les Etats-
Généraux qu'aucun obstacle n'em-
pêche les citoyens du Tiers-Etat
d'occuper toutes les charges &
places quelconques dans tous les cas

où l'équilibre constitutionnel ne sera point à observer entre les ordres ; & réciproquement qu'aucun emploi ou profession n'est dérogoratoire à la noblesse.

A G R I C U L T U R E.

A R T. L X X X.

QUE le régime vexatoire & abusif des milices , qui diminue la population des campagnes , & affoiblit ainsi le nerf principal de l'agriculture , soit aboli.

A R T. L X X X I.

QUE l'exportation des grains soit défendue , & qu'elle ne soit permise dorénavant qu'après l'avis général des municipalités des paroisses de chaque département , sur le produit des deux dernières récoltes ; parce qu'après cet avis général , les Etats-Provinceaux fixeront

le temps de l'exportation , afin de prévenir plus sûrement par cette forme les besoins de la nation dans chaque province.

A R T. L X X X I I.

Qu'IL soit pourvu par des Réglemens sévères aux dommages causés par la multiplicité des pigeons , sur-tout dans les temps des semailles & des récoltes , & aux dévastations occasionnées par les bêtes fauves & par les corneilles.

A R T. L X X X I I I.

Qu'IL soit défendu de conserver les lapins autrement que dans des garennes closes ; & à l'égard de ceux qui se trouveront dans les bois & autres lieux non clos , qu'il soit permis aux communautés & aux particuliers de les détruire en furetant , sous l'inspection & par la permission de la municipalité de la paroisse après

qu'elle aura préalablement vérifié & constaté qu'ils font dommage aux récoltes.

ART. LXXXIV.

QUE le régime impolitique & inhumain qui prive les habitants des campagnes d'avoir chez eux des armes à feu pour la défense de leurs habitations & de leurs bestiaux, soit révoqué; & qu'il soit permis aux cultivateurs d'avoir des fusils, en obtenant le consentement de la municipalité de leur paroisse, & à condition qu'ils ne sortiront pas armés hors de leurs masures & de leurs enclos contigus.

ART. LXXXV.

QU'IL soit défendu aux Gardes-chasses d'être armés de fusils, si ce n'est aux Gardes tireurs reçus en justice, dans les cas particuliers où il est permis aux Seigneurs d'en faire recevoir.

ART.

ART. LXXXVI.

QUE les droits de bannalité qui gênent la liberté personnelle , & sont une source féconde d'abus & de contestations , puissent être rachetés ou convertis en une prestation pécuniaire.

ART. LXXXVII.

QUE les Etats-Généraux pourvoient à ce qu'il soit tiré des communes le parti le plus avantageux aux communautés & à l'agriculture.

ART. LXXXVIII.

QUE l'établissement des haras , qui n'a pas produit l'utilité qu'on s'en étoit promise , soit supprimé ; & qu'on laisse la liberté aux cultivateurs , qui sont les premiers intéressés à perfectionner l'espèce de leurs chevaux , de conduire leurs juments aux étalons qu'ils vou-

dront bien choisir , même d'en avoir chez eux.

A R T. L X X X I X.

LES désordres occasionnés par les mendiants vagabonds , & les craintes qu'ils inspirent étant un des grands fléaux des campagnes , qu'il soit pourvu plus efficacement que par le passé à la suppression de la mendicité; & que sur cet objet également important à la charité , à l'humanité & à la sûreté publique , une partie des biens ecclésiastiques soit rappelée à sa destination primitive , conformément à la disposition des Conciles & des Capitulaires.

A R T. X C.

QUE les baux faits par les Bénéficiers & les Commandeurs soient entretenus par leurs successeurs , à moins qu'ils ne renferment une lésion qui excède le tiers du juste prix.

Qu'IL soit statué par les Etats-
Généraux que les propriétaires ,
sans distinction d'ordres , seront
tenus de souffrir dans leurs fonds
l'extraction du grès & du caillou
nécessaires pour la confection des
grandes routes , à l'exception des
fonds enclos , & à condition d'é-
tablir l'extraction dans les terres
incultes plutôt que dans les fonds
cultivés ; que les municipalités se-
ront consultées sur la fixation du lieu
des carrières & les désigneront ;
que ces carrières une fois ouvertes
seront suivies jusqu'à leur épuise-
ment ; que les propriétaires seront
indemnisés par les entrepreneurs ,
tant de la valeur du grès & du cail-
lou , que du dommage occasionné ;
& que cette indemnité , si elle n'est
pas convenue à l'amiable , sera
réglée par la municipalité de la

paroisse , dont la décision sera exécutée par provision.

A R T. X C I I.

QU'IL soit pourvu à une meilleure administration des forêts & à l'encouragement , tant des plantations , que de la découverte & de l'exploitation des mines de charbon de terre , afin de prévenir la disette totale de la premiere espece de combustible , & de rendre la nation indépendante de l'étranger pour la seconde.

COMMERCE ET FABRIQUES.

A R T. X C I I I.

QUE le Roi sera supplié de ne conclure aucun traité de commerce avec les Puissances étrangères , sans que le projet en ait été communiqué aux Etats-Provinceaux & aux Chambres de commerce du royaume , & qu'ils aient eu le temps de

faire à Sa Majesté leurs remontrances & observations.

ART. XCXIV.

QU'IL soit pourvu sur la demande des Etats-Généraux , par tous les moyens qui sont au pouvoir de l'administration , aux désavantages actuels du traité de commerce fait avec l'Angleterre , & à ceux de l'arrêt du Conseil du 30 Août 1784 , relatif aux colonies.

ART. XCV.

QUE les députés seront expressément chargés de fixer l'attention des Etats-Généraux , dès les premiers instants de leur tenue , sur les plaintes des ouvriers sans travail , contre l'usage des *mécaniques* à filer le coton , & d'obtenir sans retardement , soit une loi qui défende l'usage de ces machines , soit provisoirement des secours extraordinaires & abondants pour

subvenir aux besoins de ces ouvriers.

ART. XCVI.

QUE provisoirement & en représailles de ce qui se pratique en Angleterre, les négociants & marchands qui vendront les marchandises de fabrique angloise, soient assujettis à un droit annuel, tel que les Anglois en exigent un sous la qualification de *droit de licence*, & qu'il ne soit permis de faire venir en moindre quantité que celle de cinquante pieces entières de vingt aunes au moins de la même espèce de marchandise fabriquée.

ART. CXVII.

QUE toute marchandise étrangère ne puisse être importée que par les navires de la nation qui la fournira en concurrence avec les navires françois; & que le navi-

(55)

gateur étranger ne puisse charger en France pour tout autre port que ceux de sa nation.

L'Angleterre doit principalement l'accroissement de sa marine à un règlement semblable , fait par son *acte de navigation*.

A R T. X C V I I I.

QUE la compagnie des Indes , celle du Sénégal , & en général tous les privilèges exclusifs , soient supprimés.

A R T. X C X I X.

QU'IL en soit de même de tous les ports francs du royaume , & qu'on admette dans tous indistinctement l'entrepôt de toutes les marchandises non fabriquées , avec faculté de les faire ressortir à l'étranger , soit par mer , soit par terre , en exemption de droits.

A R T. C.

QUE les Etats-Généraux avisent

aux moyens de faire cesser les obstacles qui empêchent l'exécution des jugemens & des contraintes judiciaires sur les colons.

A R T. C I.

QUE la pêche, pépinière précieuse des meilleurs matelots , soit dégagée de toutes les entraves qui s'opposent à son accroissement , & qu'elle reçoive des encouragemens proportionnés à son utilité.

A R T. C II.

QUE la perception des *droits à l'entrée & à la sortie du royaume* , soit reculée aux frontieres , & que le tarif en soit tellement clair & la perception tellement simplifiée , que les négociants puissent connoître exactement ce qu'ils doivent payer ; qu'à ce moyen les marchandises qui auront une fois acquitté le droit aux barrieres , puissent circuler librement dans toutes les provinces du royaume.

ART. CIII.

QUE les Etats-Généraux s'occupent des moyens les plus efficaces d'établir l'uniformité des poids, aunes & mesures dans toute l'étendue du royaume.

ART. CIV.

QUE tous les droits & privilèges des messageries soient supprimés, & que chacun jouisse de la liberté de se faire voiturier, ainsi que ses marchandises & effets, de telle manière qu'il avisera.

ART. CV.

QUE l'échéance des effets de commerce, & le délai de faire le prêt, soient rendus uniformes dans tout le royaume; & que ce délai de dix jours ou tel autre qui aura été fixé, ne soit qu'en faveur & pour la commodité du créancier seulement, & non au profit du débiteur.

ART. CVI.

Qu'EN accordant aux fabricants la faculté de fabriquer les toileries dans telle laize qu'ils jugeront à propos, pourvu que la différence soit de seize en seize, ils soient tenus de marquer en tête & queue, en caractères ineffaçables, leur nom, le lieu de leur demeure, la largeur de la laize, le nombre des fils & la qualité du teint, en marquant le bon teint par une lisière mêlée de fil jaune; & que l'inspection soit confiée aux syndics de chaque communauté, qui la feront gratuitement.

ART. CVII.

Que l'assujettissement nouveau, inutile & onéreux, de mettre des plombs aux toileries, siamoises & mouchoirs en coupons, soit aboli.

ART. CVIII.

Que dans toutes les communau-

tés d'arts & métiers , les veufs & les veuves puissent continuer la profession sans être tenus de rien payer , & les enfants de maîtres & maîtresses en payant un droit modéré de reconnoissance ; & qu'il soit insisté pour que l'acquittement des dettes & rentes des anciennes communautés, supprimées par l'édit de 1778, soit à la charge du trésor royal.

A R T. C I X.

Qu'IL soit expressément défendu d'exporter à l'étranger les peaux de lapin & de lievre , ainsi que le poil tiré de ces peaux.

A R T. C X.

QUE dans le cas où les privilèges exclusifs ne pourroient pas être tous supprimés , ceux qui jouiront d'un privilège pour un genre d'établissement relatif aux attributions d'une communauté, seront tenus de

contribuer aux charges & dépenses communes de cette communauté.

A R T C X I.

QUE le prêt de l'argent à intérêt au taux du Roi , soit autorisé.

A R T C X I I.

L'ASSEMBLÉE se livrant au vœu pressant de son cœur de donner au Roi de nouveaux témoignages de reconnoissance & d'amour , a délibéré , arrêté & voté par acclamation :

Que les députés de ce bailliage soient chargés de se réunir à ceux des autres bailliages de la province , ensuite aux autres députés des communes du royaume , & enfin aux députés des deux premiers ordres , si comme il n'est pas permis d'en douter , l'objet de cette invitation leur étoit agréable , pour charger l'orateur du Tiers-Etat ou celui des trois ordres , de supplier

Sa Majesté , 1^o. d'agréer & de recevoir de la part de la nation un surnom digne de toutes les qualités éminentes d'un si grand Prince , & qui caractérise spécialement ses vertus patriotiques , à l'exemple de Louis XII , qui reçut ainsi de la nation assemblée aux Etats-Généraux de Tours , le surnom de *pere du peuple* ; 2^o. d'agréer & de permettre qu'en mémoire du rétablissement des Comices nationaux & du nouveau pacte d'alliance entre le Roi des Francs & ses fidèles sujets , un monument public soit incessamment élevé à Paris par la nation ; que la place au milieu de laquelle ce monument sera érigé soit nommée *la Place des Etats-Généraux* ; que le monument qui y sera placé soit dédié à Louis XVI , surnommé *le* & qu'il surpasse en magnificence tous les au-

tres monuments publics de la capitale , pour annoncer aux étrangers & à la postérité l'importance de l'événement , & l'énergie des sentimens qui en font voter l'érection.

FAIT & arrêté en l'assemblée générale des députés du Tiers-Etat du Bailliage de Rouen , tenue en la grande salle de la Jurisdiction Consulaire dudit lieu , le Mardi sept Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf. Signé par tous les députés présents au moment de la signature , au nombre de quatre cent quarantè-un.



